

*Jeune grosse déliée à Mr ATTA Boniface  
le 26 mars 2001*

ATTA Boniface

N° 08/CA du Répertoire

N° 99-14/CA du Greffe

Arrêt du 1<sup>er</sup> février 2001

**AFFAIRE** : ATTA Boniface  
C/

Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité  
et de l'Administration Territoriale

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 05 janvier 1999 enregistrée au Greffe de la Cour le 02 février 1999 sous le n° 0085/GCS, par laquelle le nommé ATTA Boniface, Commissaire de Police de 1<sup>ère</sup> classe en retraite, 08 BP 218 Cotonou a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre le décret n° 98-409 du 21 septembre 1998 portant reconstitution de carrière des fonctionnaires de Police admis à la retraite ;

Vu la communication n° 0732/GCS du 27 avril 1999 transmettant au Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale pour ses observations la requête valant mémoire ampliatif et les pièces y annexées ;

Vu la mise en demeure n° 1850/GCS du 20 octobre 1999 adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale ;

Vu les observations contenues dans son mémoire en défense du 08 mars 2000, enregistré le 26 mars 2000 sous le n° 326/GCS ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 1389 du 11 février 1999 ;



*Amendement M. Sory*

*Notifié aux parties par L/N°792-0793-0794/GCS  
du 23/03/2001*

*DE 2 gratuits*

*16/03/2001*

*45* Case *1044-4*

*gratuits*

*Ministère de l'Enregistrement*

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu la Loi n° 81-014 du 10 octobre 1981 portant Statut des Personnels Militaires des Forces Armées du Bénin ;

Vu la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale ;

Vu le décret n° 97-622 du 30 décembre 1997 portant Statuts Particuliers des Corps des Personnels de la Police Nationale ;

Vu le décret n° 98-376 du 11 septembre 1998 portant reversement et reclassement des Commissaires de Police ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Samson DOSSOUMON** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Norbert KASSA** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

#### Sur la recevabilité

Considérant que selon les allégations de l'Administration, le recours pour excès de pouvoir entrepris par Monsieur ATTA Boniface contre le décret n° 98-409 du 21 septembre 1998 portant reconstitution de carrière des fonctionnaires de police admis à la retraite et contre la Note n° 005/MISAT/DC/DGPN/DAP/SP-C du 05 janvier 1998 n'est pas précédé d'un recours gracieux qu'il a l'obligation de formuler au préalable devant le Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement, auteur dudit décret ;

Considérant qu'il ressort du dossier que par lettre en date à Cotonou du 05 octobre 1993, le sieur ATTA Boniface a adressé un recours gracieux au Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de





l'Administration Territoriale à propos de la régularisation de sa situation administrative ;

Considérant que la décision de reconstitution de carrière a été prise par le Gouvernement en Conseil des Ministres ;

Considérant que la reconstitution de carrière contestée a été faite dans le cadre du Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale ;

Qu'à ce titre, et conformément aux normes en vigueur au Bénin, le décret a été contresigné par le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale, en tant qu'il est chargé de son application ;

Considérant donc qu'à l'origine de la reconstitution de carrière et la mise en œuvre des effets de la reconstitution de la carrière se trouve le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale membre d'un gouvernement dont le Président de la République signataire du décret attaqué est le chef ;

Considérant que le recours administratif peut être, adressé à l'autorité la mieux informée ou à son supérieur hiérarchique ;

Que dans le cas d'espèce, l'autorité la mieux informée est bien celle de qui émane la proposition de reconstitution de carrière des fonctionnaires de police admis à la retraite, autorité administrative, responsable du département ministériel concerné, ce qu'atteste son contre-seing ;

Considérant que les décrets pris en Conseil des Ministres et signés par le chef du gouvernement, supérieur hiérarchique de tout membre du gouvernement doivent être contresignés par les Ministres chargés de leur exécution et plus particulièrement le Ministre premier responsable du département ministériel concerné, autorité la mieux informée ;

Que c'est donc à bon droit que le requérant a adressé son recours administratif préalable au Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale, autorité la mieux informée, et non forcément au Chef de l'Etat comme le soutient l'administration ;

Que même si, l'autorité saisie, bien qu'incompétente, relève de la même collectivité publique que l'autorité compétente,



elle est tenue de transmettre la demande à l'autorité qui aurait dû être saisie ;

Au total, il échet donc de déclarer le recours de Monsieur ATTA Boniface recevable pour avoir été introduit dans les délai et forme prévus par la loi ;

### **AU FOND**

#### **Sur le moyen de l'Administration tiré de la justification et du bien fondé des directives N° 005/MISAT/DC/DGPN/DAP/SP-C du 05 janvier 1998.**

Considérant que l'Administration soutient que pour une application juste et équitable des dispositions légales, les directives n° 005/MISAT/DC/DGPN/DAP/SP-C du 05 janvier 1998, ont prévu la non conservation d'ancienneté de grade pour tous les bénéficiaires sur le fondement des dispositions jurisprudentielles aux motifs que « l'avancement restitué doit être compatible ... avec les autres droits individuels », d'une part que la reconstitution de carrière ne doit pas favoriser l'agent par rapport à ses collègues, d'autre part que si elle porte atteinte à des droits acquis par des tiers, des compensations doivent être offertes à ces derniers ;

Considérant que selon les allégations du requérant, les directives contenues dans la Note n° 005/MISAT/DC/DGPN/DAP/SP-C du 05 janvier 1998 ne sont basées sur aucune disposition statutaire ;

Considérant que le deuxième alinéa de l'article 104 de la Loi n° 81-014 du 10 octobre 1981 dispose que :

« Les statuts particuliers définiront les conditions d'ancienneté dans lesquelles les Officiers de Police, Officiers de Paix, Contrôleurs des Douanes, Contrôleurs des Eaux, Forêts et Chasse, Sous-Brigadiers de Paix, Brigadiers de Douanes et Préposés des Eaux, Forêts de Chasse accéderont aux cadres supérieurs » ;

Considérant que les articles 111 et 112 alinéas 1 et 2 de la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale disposent que :

**Article 111** : « A la date d'entrée en vigueur de la présente loi, il sera procédé, pour compter du 10 octobre 1981, à la



reconstitution de carrière des Officiers de Paix, Inspecteurs de Police, Brigadiers et Sous-Brigadiers de Paix dont le déroulement normal de carrière avait été bloqué du fait de la non parution des statuts particuliers tels que prévus aux articles 50, dernier alinéa et 104, deuxième alinéa de la Loi n° 81-014 du 10 octobre 1981 portant Statut des Personnels Militaires des Forces Armées Populaires du Bénin » ;

**Article 112, alinéas 1 et 2** : « La reconstitution de carrière visée à l'article 111 ci-dessus doit tenir compte de :

- l'ancienneté dans le grade ;
- l'ancienneté dans le corps ;
- l'ancienneté dans les services de Police Nationale .

Toutefois, il sera tenu compte pour cette reconstitution de carrière des sanctions ayant eu effet sur le déroulement de la carrière » ;

Considérant que l'on peut lire les dispositions suivantes dans la note attaquée : « Dans un souci d'efficacité et d'équité ainsi que du respect des principes généraux du droit, j'ai l'honneur de vous informer que la reconstitution de carrière, le reversement et le reclassement des fonctionnaires de police se feront conformément aux dispositions des articles 107, 111, 112 et 113 de la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 et celles des articles 86, 87, 88, 89, 90, 91, 95 et 96 du décret n° 97-622 du 30 décembre 1997 portant Statuts Particuliers des Corps des Personnels de la Police Nationale, suivant les directives ci-après :

La date d'effet de la reconstitution de carrière est le 10 octobre 1981 ...

4) L'ancienneté de grade acquise antérieurement à la date du 10 octobre 1981 est conservée mais réputée épuisée dès que l'avancement au grade supérieur est constatée.

5) Aucune ancienneté de grade n'est conservée après reconstitution de carrière à la date du 18 juin 1990... » ;

Considérant que les dispositions légales auxquelles se réfère la note incriminée ne montrent nulle part, d'une part que l'ancienneté de grade acquise avant le 10 octobre 1981 est conservée mais réputée épuisée dès que l'avancement au grade supérieur est constaté, d'autre part aucune disposition légale



n'interdit la conservation de l'ancienneté de grade après reconstitution de carrière à la date du 18 juin 1990 ;

Qu'il ressort des directives contenues dans la note incriminée que l'administration a manifestement et parfaitement violé la légalité, notamment la Loi n° 81-014 du 10 octobre 1981 en ses dispositions contenues dans le deuxième alinéa de l'article 104 et les dispositions des articles 111, 112 alinéas 1 et 2 de la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale ;

Qu'ainsi l'administration est tenue de restituer l'avancement à l'ancienneté dans les conditions prévues par les lois et règlement, notamment les dispositions des articles 95 et 96 du décret n° 97-622 du 30 décembre 1997 portant Statuts Particuliers des Corps des Personnels de la Police Nationale qui se réfèrent aux dispositions de la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 ;

Considérant qu'il incombe en effet au Ministre de rechercher les moyens d'assurer à chaque fonctionnaire placé sous son autorité la continuité de sa carrière ou la reconstitution de sa carrière avec le développement normal qu'elle comporte ou aurait comportée et les chances d'avancement sur lesquelles, dans ses rapports avec les autres fonctionnaires, il peut légitimement compter d'après la réglementation en vigueur ;

Considérant que les directives ne permettent pas de rétablir le requérant dans les situations où il se serait trouvé normalement après reconstitution de carrière ;

Qu'ainsi les allégations du Ministre dans le cas d'espèce ne sont pas fondées et les directives querellées, servant de base aux reconstitutions de carrière des fonctionnaires de police admis à la retraite encourt annulation.

**Sur le moyen du requérant tiré de la violation de la loi par le décret n° 98-409 du 21 septembre 1998 portant reconstitution de carrière des fonctionnaires de police admis à la retraite en ce que, pour ce qui le concerne, le principe de l'égalité des citoyens devant la loi, les droits fondamentaux de la personne humaine et l'intangibilité des droits acquis n'ont pas été respectés.**

Considérant que l'administration allègue que le défaut de base légale des prétentions du requérant tient du fait qu'il n'a pu



invoquer à l'appui de son recours une disposition constitutionnelle, légale, réglementaire ou jurisprudentielle conséquente ;

Considérant que l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 98-409 du 21 septembre 1998 portant reconstitution de carrière des fonctionnaires de police admis à la retraite dispose que :





« En application des dispositions des articles 111, 112 et 113 de la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale et des articles 95 et 96 du décret n° 97-622 du 30 décembre 1997 portant Statuts Particuliers des Corps des personnels de la police nationale, la carrière des fonctionnaires de police admis à la retraite dont les noms suivent est reconstituée comme ci-après :

**CORPS DES COMMISSAIRES DE POLICE**

N° D'OR- DRE	NOM ET PRENOMS	DATE DE NAISSANCE	MATRI- CULE	DATE D'ENGAGEMENT OU PRISE DE SERVICE	CRITERE D'ADMISSION A LA RETRAITE			GRADE ET DATE	GRADES SUCCESSEIFS ET DATE	DATE REVERSEMENT	OBSERVATIONS
					Date	Limite Age (L.A)	Durée de Service (DS)				
1											
15	AITA Boniface	1937	302	07-11-1964	01-01-88	51 ans	23 ans 1 mois 24 j	OP1 01-10- 1981	OP1-01-10-81 Cre st 01-10-84 Cre 2° 01-10-85 Cre 1° 01-10-88	18-06-90 Cre 1 <sup>re</sup>	R : 1/193 L.A

*(Handwritten mark)*



Qu'il ressort de ce décret que le requérant a connu son dernier avancement le 1<sup>er</sup> octobre 1988 et a été admis à la retraite à 51 ans contrairement à l'article 105 de la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale qui dispose que : « La limite d'âge et la durée de service pour l'admission à la retraite des personnels de la Police Nationale sont fixées à 55 ans d'âge ou 30 ans de service » qu'ainsi, le requérant dispose encore de quatre (4) années d'ancienneté à faire valoir ;

Mais considérant que l'article 5 de la Note n° 005/MISAT/DC/DGPN/DAP/SP-C du 05 janvier 1998 portant Directives pour la reconstitution de carrière, le reversement et le reclassement des fonctionnaires de police dispose que : « aucune ancienneté de grade n'est conservée après reconstitution de carrière à la date du 18 juin 1990... » ;

Considérant que selon les allégations du requérant, après la reconstitution de carrière au grade de Commissaire de Police de 1<sup>ère</sup> classe pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1988 aux termes du décret n° 98-409 du 21 septembre 1998 portant reconstitution de carrière des fonctionnaires de police admis à la retraite, il dispose encore d'une ancienneté de quatre (04) ans et trois mois qui permet de l'avancer au grade de Commissaire Principal de Police pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1992 ;

Qu'une telle régularisation de situation administrative a été déjà faite à certains policiers mis à la retraite prématurément ou rayé du tableau d'avancement à leur départ à la retraite comme ce fut le cas pour les sieurs ALIA Roger, AHOUANGAN Antoine et GOGAN Jolly aux termes des dispositions du décret n° 98-376 du 11 septembre 1998 ;

Considérant que pour le requérant, le décret querellé a méconnu ses droits acquis, et que de ce fait, après reconstitution de carrière objet dudit décret, il porte un grade inférieur à celui auquel il a droit ;

Considérant que le requérant fonde son recours sur la violation du principe du maintien des droits acquis et celui de l'égalité entre les fonctionnaires d'un même corps ;

Considérant qu'il existe un principe général selon lequel toutes les personnes se trouvant dans une situation identique à l'égard du service public doivent être régies par les mêmes règles ;



Qu'il résulte de l'application de ce principe en matière de fonction publique que tous les fonctionnaires relevant d'un même corps sont assujettis aux mêmes obligations et titulaires des mêmes droits ;

Considérant qu'en l'espèce, la règle de l'égalité des fonctionnaires appartenant à un même corps n'a pas été respectée, comme le montrent les positions dans lesquelles se trouve le Commissaire ATTA Boniface par rapport à ses collègues ;

Considérant que le décret querellé a été pris en tenant compte des Directives n° 005/MISAT/DC/DGPN/DAP/SP-C du 05 janvier 1998 ;

Considérant que lesdites directives violent la légalité et que le décret querellé se réfère à ces directives ;

Considérant que sur le moyen du requérant tiré du fait que le décret n° 98-409 du 21 septembre 1998 n'a pas pris en considération pour la reconstitution de sa carrière, les droits à l'ancienneté qui lui sont acquis, il est un principe admis en droit que l'administration ne peut, sans faire entorse à la légalité, remettre en cause des situations acquises au profit des administrés conformément aux lois et règlements ;

Considérant qu'il convient de faire la distinction entre l'avancement au choix, l'avancement à l'ancienneté et l'avancement sur concours ;

Considérant que le pouvoir de l'autorité hiérarchique est plus ou moins large suivant le type d'avancement dont il est question ;

Considérant que l'avancement à l'ancienneté supprime, par son automatisme, toute liberté de choix du chef hiérarchique ; que l'ordre est celui qui résulte de la durée des services de chaque fonctionnaire compte tenu du nombre d'années prévu par la loi ;

Considérant que contrairement au précédent, l'avancement au choix du supérieur, s'opère par voie d'inscription sur un tableau d'avancement, qui permet de récompenser le mérite et a pour objet de promouvoir l'emploi d'un fonctionnaire apte à remplir les fonctions et que cela relève du pouvoir discrétionnaire de l'autorité hiérarchique sous réserve des restrictions apportées par les textes





législatifs et du contrôle de la juridiction notamment en ce qui concerne le détournement de pouvoir ;

Considérant qu'à l'opposé des deux précédents, l'avancement sur concours est celui qui se présente comme une sélection professionnelle caractérisée par l'organisation d'épreuves spéciales dont les résultats seront à eux seuls déterminants et que les promotions seront prononcées dans l'ordre du tableau ou dans l'ordre du classement arrêté par le jury du concours ;

Considérant que tous ces avancements visent l'amélioration du traitement, ce qui les distingue ainsi de l'avancement de grade dont l'objet principal consiste à transférer un fonctionnaire d'un emploi à un autre hiérarchiquement supérieur ;

Considérant que la gestion de la fonction doit concilier les exigences de l'administration et l'intérêt des fonctionnaires ;

Considérant que le sieur ATTA Boniface après reconstitution de sa carrière en octobre 1988 dispose encore d'une ancienneté de quatre (4) ans qui n'a pas été prise en compte par l'administration ;

Considérant que dans sa réplique, l'administration soutient que : « l'avancement restitué... doit être compatible ... avec les autres droits individuels d'une part, la reconstitution de carrière ne doit pas favoriser l'agent par rapport à ses collègues d'autre part, si elle porte atteinte à des droits acquis par des tiers, des compensations doivent être offertes à ces derniers » ;

Considérant que la compatibilité ne joue que par rapport à l'avancement au choix ; que cette compatibilité entend concilier les intérêts des agents concernés avec les droits individuels des autres agents ;

Considérant qu'en l'espèce, il s'agit d'un avancement à l'ancienneté, qu'ainsi la restitution doit être conforme à la loi et au règlement ;

Considérant que la reconstitution de carrière du sieur ATTA Boniface a été faite sur la base du décret n° 97-622 du 30 décembre 1997 portant Statuts Particuliers des Corps des Personnels de la Police Nationale ;





Considérant que la notion de compatibilité s'applique pour les avancements au choix, qu'aucune nécessité de service n'exige que cette notion soit utilisée pour les avancements à l'ancienneté ; que, si le Ministre est compétent en vertu de ses pouvoirs généraux pour régler la situation des agents placés sous ses ordres ou pour procéder à la reconstitution de la carrière des agents actifs ou admis à la retraite, il ne peut s'exercer que, lorsque l'exercice de ses pouvoirs ne porte pas atteinte à la loi ;

Que la notion de compatibilité ne saurait permettre d'imposer ou de fixer aux agents actifs ou admis à la retraite des directives dont le contenu s'analyse comme des règles statutaires en dehors de l'ordonnancement juridique existant ;

Que l'article 5 des directives du 05 janvier 1998 dispose que : « Aucune ancienneté de grade n'est conservée après reconstitution de carrière à la date du 18 juin 1990 hors les cas prévus aux annexes VI et VII, objet de l'article 87 du décret n° 97-622 du 30 décembre 1997 portant Statuts Particuliers des Corps des Personnels de la Police Nationale » ;

Que ces dispositions sont manifestement contraires à la loi n° 93-010 du 20 août 1997 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale et au décret n° 97-622 du 30 décembre 1997 portant Statuts Particuliers des Corps des Personnels de la Police Nationale ;

Que le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale ne saurait se servir de la notion de compatibilité pour donner aux reconstitutions de carrière une orientation contraire à la loi ;

Considérant qu'en l'espèce, il résulte des pièces du dossier que le requérant ATTA Boniface a été admis à la retraite à 51 ans à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1988 au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 1993, comme date d'admission à la retraite ;

Que le sieur ATTA Boniface, après la reconstitution de carrière a été promu au grade de Commissaire de Police de 1<sup>ère</sup> classe à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1988 ;

Considérant que, ayant été admis à la retraite à 51 ans au lieu de 55 ans d'âge, le requérant dispose encore d'une ancienneté conservée de quatre (4) ans après reconstitution de carrière ;

1

Que cette ancienneté doit être protégée contre toute décision administrative qui résulterait d'une mauvaise application des lois qui régissent la carrière de l'intéressé ;

Que la reconstitution de carrière intervenue à la suite de la loi n° 93-010 du 20 août 1997 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale ne peut donc méconnaître un tel droit, notamment respecter et rétablir l'ancienneté déjà acquise par celui-ci dans ladite carrière, laquelle devra être rétablie telle qu'elle aurait dû se dérouler ; que le requérant ne serait pas à ce grade si la carrière s'était poursuivie dans des conditions normales ;

Que donc l'Administration doit lui assurer la reconstitution de sa carrière et le développement normal qu'elle comporte ;

Considérant qu'à la date du 18 juin 1990 a été promulguée la loi n° 90-015 du 18 juin 1990 abrogeant l'Ordonnance n° 77-014 du 25 mars 1977 portant création des forces Armées Populaires du Bénin ;

Que cette date constitue la date de désaffiliation de la Police Nationale avec les militaires, voire Forces Armées Populaires ;

Que cette date ne peut constituer le point de départ pour ne plus prendre en compte l'ancienneté conservée après reconstitution de carrière ;

Considérant que le point 2 de l'article 61 du décret 97-622 du 30 décembre 1997 portant Statuts Particuliers des Corps des Personnels de la Police Nationale dispose que pour accéder au grade de Commissaire Principal de Police, il faut être Commissaire de Police de 1<sup>ère</sup> classe comptant au moins quatre (04) ans dans le grade ;

Considérant que le décret attaqué montre que le requérant a été promu au grade de Commissaire de Police de 1<sup>ère</sup> classe et ce, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1988 ;

Que disposant encore de quatre (04) années d'ancienneté, doit être nommé au grade de Commissaire Principal de Police à la date du 1<sup>er</sup> octobre 1992, car ayant perdu ainsi quatre années de son ancienneté dans le corps des Commissaires de Police de 1<sup>ère</sup> classe et qu'il convient de le lui restituer ;



Qu'il échet donc au total

d'accueillir comme valable et fondé, le moyen du requérant tiré respectivement de :

- la violation de l'article 104 alinéa 2 de la Loi n° 81-014 du 10 octobre 1981 ;

- la violation des articles 105, 111, 112 alinéa 1 et 2 de la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale ;

- la violation de l'égalité de tous devant les lois, les règlements ;

- la violation de la légalité ;

et d'annuler les directives ainsi que le décret querellés exclusivement en ce qui concerne Monsieur ATTA Boniface.

### **PAR CES MOTIFS**

### **DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours pour excès de pouvoir en date du 05 janvier 1999 par lequel Monsieur ATTA Boniface sollicite l'annulation des directives contenues dans la Note n° 005/MISAT/DC/DGPN/DAP/SP-C du 05 janvier 1998 portant Directives pour la reconstitution de carrière, le reversement et le reclassement des Fonctionnaires de Police ; l'annulation du décret n° 98-409 du 21 septembre 1998 portant reconstitution de carrière des fonctionnaires de Police admis à la retraite est recevable.

**Article 2** : Les Directives Contenues dans la Note n° 005/MISAT/DC/DGPN/DAP/SP-C du 05 janvier 1998 sont annulées pour violation de la loi..

**Article 3** : Le Décret n° 98-409 du 21 septembre 1998 portant reconstitution de carrière des fonctionnaires de police admis à la retraite est annulé en ce qui concerne ATTA Boniface avec toutes les conséquences de droit.

**Article 4** : Le présent arrêt sera notifié aux parties, au Procureur Général près la Cour Suprême et sera publié au Journal Officiel.





Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

**Samson DOSSOUMON**, Conseiller à la Chambre Administrative,

**PRESIDENT** ;

**André LOKOSSOU** }  
et }  
**Joachim G. AKPAKA** }

**CONSEILLERS**.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi 1<sup>er</sup> février deux mille un, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Norbert KASSA**,

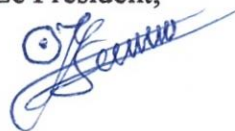
**MINISTERE PUBLIC** ;

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI**,

**GREFFIER**.

Et ont signé

Le Président,



Le Greffier,



THE

OF

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE

THE